



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 06 juillet 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Fête de l'indépendance: le président Tebboune supervise le défilé militaire

Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a supervisé, mardi à Alger, le défilé militaire organisé à l'occasion du 60ème anniversaire de l'indépendance, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil de la Nation: présentation du projet de loi relative à l'investissement devant la commission des affaires économiques et financières

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a présenté lundi, le texte de loi relative à l'investissement devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation.



Entretien avec Mme Amel Abdellatif, directrice générale des impôts : Pour une meilleure équité fiscale

Au cours de ces deux dernières années, d'importants changements sont intervenus dans les domaines économique et social, s'inscrivant dans la concrétisation de « l'Algérie Nouvelle », reposant, notamment, sur les principes de droits et d'équité.



PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI RELATIVE À L'INVESTISSEMENT DEVANT LE SÉNAT : La dernière ligne droite d'un texte très attendu

La possibilité d'accorder au projet d'investissement un foncier relevant des domaines privés de l'Etat, la dispense des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les apports extérieurs en nature est instituée dans le nouveau texte de loi.

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a présenté, avant-hier, le texte de loi relative à l'investissement devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation. Lors de cette audience, présidée par Noureddine Tadj, président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar, M. Zeghdar a indiqué que ce texte est venu concrétiser l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et ses instructions relatives à la rédaction d'un projet de loi d'investissement facilitant et simplifiant les procédures, qui consacrera la liberté d'investissement et d'initiative et assurera la pérennité du cadre législatif pour au moins 10 ans.

Le ministre, cité par l'APS, a souligné que le projet de loi prévoit d'importantes mesures et garanties au profit des investisseurs en vue de consolider l'attractivité et relever la compétitivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement, précisant que ces garanties consistent en la liberté du choix du projet, en la consécration totale de la transparence et de l'égalité en matière de traitement des dossiers d'investissement, et ce, dans le but de renforcer la confiance de l'investisseur dans le système juridique régissant l'investissement en Algérie.

Ahmed Zeghdar, qui a mis en exergue également la possibilité, dans le cadre de ce nouveau texte, d'accorder au projet d'investissement un foncier relevant des domaines privés de l'Etat, la dispense des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les apports extérieurs en nature sous forme de nouvelles marchandises, a aussi parlé de la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent par les investisseurs étrangers, la

garantie de la protection des droits de propriété intellectuelle et la garantie du droit de l'investisseur à recourir à la Haute Commission nationale des recours liés à l'investissement, installée au niveau de la présidence de la République et composée de magistrats et d'experts spécialisés en économie et en finances, avec détermination de délais de traitement qui soient contraignants pour les administrations concernées, en sus de son droit à recourir aux juridictions.

Le nouveau texte dispose, par ailleurs, que tout différend né de l'application de la présente loi, entre l'investisseur étranger et l'Etat algérien, résultant du fait de l'investisseur ou d'une mesure prise par l'Etat algérien à l'encontre de celui-ci, est soumis aux juridictions algériennes compétentes, avec la garantie du droit de l'investisseur à transférer ou à céder l'investissement après approbation, selon M. Zeghdar, qui souligne que l'investissement réalisé ne peut faire l'objet de réquisition par voie administrative que dans les cas prévus par la loi, avec indemnisation juste et équitable.



LE CHOC SE PRODUIRA DANS 12 MOIS, SELON UN RAPPORT DE NOMURA HOLDING : Risque de récession dans les principales économies mondiales

La maison de courtage Nomura Holding et la Banque d'Angleterre ont alerté, hier, sur les risques de récession qui menacent l'économie mondiale. La maison de courtage avertit dans un rapport, et au moment où les Banques centrales s'approprient à resserrer agressivement leur politique monétaire pour lutter contre la montée de l'inflation, qu'un bon nombre des principales économies mondiales tomberont en récession au cours des 12 prochains mois. «Nous pointons du doigt depuis plusieurs mois les risques de récession et nous n'avons pas bien réagi.

Et maintenant, de nombreuses économies développées tombent en récession», regrette Rob Subbaraman, responsable de la recherche sur les marchés mondiaux. Dans son rapport, et outre les Etats-Unis, Nomura s'attend à des récessions dans la zone euro, au Royaume-Uni, au Japon, en Corée du Sud, en Australie et au Canada.

«Les Banques centrales du monde entier ont maintenu trop longtemps une politique monétaire super-accommodante en espérant que l'inflation serait transitoire. Maintenant, les gouvernements doivent rattraper leur retard et essayer de reprendre le contrôle du récit de l'inflation», ajoute Subbaraman, en notant que lorsque de nombreuses économies s'affaiblissent, vous ne pouvez pas compter sur les exportations pour la croissance. «C'est une autre raison pour laquelle nous pensons que ce risque de récession est très réel et se produira probablement», dit-il. Aux Etats-Unis la récession attendue sera «peu profonde mais longue de cinq trimestres à partir du dernier trimestre de 2022».

L'Australie, le Canada et la Corée du Sud risquent par contre de connaître des récessions plus profondes que prévu si les hausses de taux d'intérêt déclenchent une crise immobilière et un désendettement. «L'intrus est la Chine, qui se remet de la récession alors que l'économie se déverrouille au milieu de politiques accommodantes, bien qu'elle risque de renouveler les fermetures et une autre récession ; tant que Pékin s'en tient à sa stratégie zéro-Covid», précise le rapport. La Banque d'Angleterre a, de son côté, demandé aux Banques centrales d'augmenter leurs réserves de capitaux pour s'assurer qu'elles pourraient résister au choc, en avertissant que les perspectives économiques aussi bien au Royaume-Uni qu'au niveau mondial s'étaient dégradées depuis le début de l'année.

«Les perspectives économiques mondiales se sont nettement détériorées. Les conditions financières mondiales dans leur ensemble se sont considérablement durcies», indiquait hier le gouverneur de Boe, Andrew Bailey, en présentant le rapport semestriel sur la stabilité financière. Ceci et d'exprimer son inquiétude quant à la santé des principaux marchés financiers.

La suite des événements en Ukraine est le principal facteur déterminant pour l'évolution de la situation économique. «Dans un contexte de forte volatilité, les conditions de liquidité se sont détériorées même sur les marchés habituellement très liquides, tels que celui des bons du Trésor américain, des gilts», ajoute le même responsable.



COMMENTAIRE : Se tourner vers l'avenir

En dépit des déceptions et des amertumes, en dépit des difficultés asphyxiantes et la faiblesse des lumières qui soulignent encore l'horizon, célébrer le 60e anniversaire de notre indépendance est un moment de résilience et d'espoir ; un prétexte pour prendre soin de nous, ce nous dispersé, remis en cause par des extrémismes idéologiques et tant de trahisons. Nous avons tellement besoin d'une dose de narcissisme pour booster notre estime de soi, non pas à la manière des «One-two-threesmes» hypertrophiés, mais à la mesure de notre citoyenneté, de la place que nous souhaitons parmi l'humanité, et de l'avenir que nous voulons pour nous et pour nos enfants.

Cet anniversaire est l'occasion de s'interroger sur le «nous», sur ce que nous avons fait de notre indépendance, car l'âge de l'Algérie indépendante offre une perspective suffisamment profonde pour questionner notre parcours. Oser un bilan objectif et l'assumer. Cet anniversaire est surtout un marqueur temporel qui nous permet de fixer notre regard sur l'avenir et amorcer un nouveau départ sans craindre de corriger la trajectoire. Les Algériens ont mérité d'espérer. Espérer et considérer l'avenir comme une opportunité pour exaucer cet espoir, notre désir d'émancipation, de croissance, de puissance. Car l'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire, comme disait le philosophe Henri Bergson.

C'est une erreur que de s'ingénier à enfermer notre avenir dans le passé. L'instrumentalisation de notre histoire a été rejetée par les Algériens qui savent distinguer entre le patriotisme sans calculs, et le patriotisme rentier. Les Algériens qui ont toujours répondu présent à l'appel de la patrie ont à maintes reprises exprimé leur désir de regarder vers l'avant, de construire leur avenir, et parfois ils l'ont fait envers et contre les paternalismes, montrant qu'ils sont mieux que quiconque capables de forger leur destin et tracer leur trajectoire.

L'Algérien a nourri des attentes légitimes, des ambitions à la mesure des sacrifices des chouhada et des espérances des générations de l'indépendance. Toujours conscient des défis qui s'imposent à lui et prêt à y faire face, il ne renonce jamais à son désir de liberté, d'émancipation, ni à sa volonté de recouvrer sa pleine souveraineté. En douter ou s'y opposer revient à défier une nature, une nécessité, comme la gravité.

Les images renvoyées par Oran sous les fresques palpitantes des Jeux méditerranéens donnent le poulx d'une jeunesse pleine de vie justement. Une actualité qui vient rappeler combien cette jeunesse est fière de ses couleurs, solidement attachée à son histoire, mais aussi et malgré les contraintes et l'incompréhension, qu'elle tient à se tourner vers l'avenir, à foncer droit devant et forger son propre destin



La loi relative à l'investissement l'engagement n 16 du président de Tebboune

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a indiqué que le texte de loi relative à l'investissement est venu concrétiser l'engagement n 16 du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et ses instructions relatives à la rédaction d'un projet de loi d'investissement, facilitant et simplifiant des procédures, qui consacrera la liberté d'investissement et d'initiative et assurera la pérennité du cadre législatif pour au moins 10 ans.

Zeghdar a souligné que le projet de loi prévoit d'importantes mesures et garanties au profit des investisseurs en vue de consolider l'attractivité et de relever la compétitivité de l'Algérie en tant que destination d'investissement, précisant que ces garanties consistent en la liberté du choix du projet, en la consécration totale de la transparence et de l'égalité en matière de traitement des dossiers d'investissement, et ce, dans le but de renforcer la confiance de l'investisseur dans le système juridique régissant l'investissement en Algérie.

Le ministre a mis en exergue également la possibilité, dans le cadre de ce nouveau texte, d'accorder au projet d'investissement un foncier relevant des domaines privés de l'Etat, la dispense des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les apports extérieurs en nature sous forme de nouvelles marchandises.

S'ajoutent à cela, la garantie de transfert du capital investi et des revenus qui en découlent par les investisseurs étrangers, la garantie de la protection des droits de propriété intellectuelle, et

la garantie du droit de l'investisseur à recourir à la Haute commission nationale des recours liés à l'investissement installée au niveau de la présidence de la République et composée de magistrats et d'experts spécialisés en économie et en finances, avec détermination de délais de traitement qui soient contraignants pour les administrations concernées, en sus de son droit à recourir aux juridictions.

Le nouveau texte dispose, en outre, que tout différend né de l'application de la présente loi, entre l'investisseur étranger et l'Etat algérien, résultant du fait de l'investisseur ou d'une mesure prise par l'Etat algérien à l'encontre de celui-ci, est soumis aux juridictions algériennes compétentes, avec la garantie du droit de l'investisseur à transférer ou à céder l'investissement après approbation, selon M. Zeghdar soulignant que l'investissement réalisé ne peut faire l'objet de réquisition par voie administrative que dans les cas prévus par la loi, avec indemnisation juste et équitable.



Grandiose !

Impressionnant, grandiose, majestueux, poignant..., les superlatifs ne manquent pas pour parler du défilé militaire d'hier, dans les rues d'Alger. Les Algériens ont suivi, avec un vif intérêt et une grande fierté surtout, la grande force de frappe qu'a développée l'Armée algérienne, pour devenir l'une des plus puissantes de toute la région MENA et en Méditerranée occidentale.

SELON UNE BANQUE DE WALL STREET

«Le pétrole pourrait atteindre 380 dollars/baril !»

Dans la série des alertes contre une potentielle envolée des prix du pétrole, celle émise par la banque américaine JP Morgan laisse tout simplement sans voix. Mais c'est tout de même une alerte qui a de quoi interpeller, notamment les membres du G7.

Les prix des deux barils de pétrole de référence, le Brent de la mer du Nord et le WTI, sont donnés, depuis plusieurs mois maintenant, pour atteindre des cimes, eu égard au renforcement de la demande de la part des pays grands consommateurs et de la propension de la production mondiale, donc de l'offre, à suivre le même rythme et ce, pour plusieurs raisons, allant des contraintes purement techniques en raison du vieillissement des installations dans de nombreux pays producteurs du fait de la raréfaction des

investissements depuis plusieurs années, et des raisons purement politiques telle celle prise la semaine dernière par les pays du G7, réunis en sommet pour convenir d'un plafonnement des prix pour le pétrole russe afin d'assécher les recettes tirées des hydrocarbures par le pays de Poutine. Une idée que n'agrément pas de nombreux spécialistes très avertis. Les derniers en date sont ceux de la banque américaine JP Morgan.

En représailles aux nouvelles sanctions envisagées par



les pays membres du G7, la Russie pourrait décider d'elle-même de réduire sa production de pétrole, prévient JP Morgan, avant d'argumenter pour dire que la Russie est en mesure de

réduire sa production entre 3 et 5 millions de barils par jour, sans que cela cause de «dommages excessifs» sur son économie, au regard de sa situation budgétaire «solide». Si d'aven-

ture les Russes décident de passer à l'acte, il ne serait pas surprenant que le prix du baril atteigne les 380 dollars, avertit la banque américaine, tout en précisant qu'une réduction de 3 millions de barils de l'approvisionnement quotidien ferait grimper le prix du brut à 190 dollars, tandis que le pire scénario de 5 millions de barils pourrait signifier un brut à un niveau «stratosphérique» de 380 dollars. Toutefois, pour l'institution financière américaine : «Le risque le plus évident et le plus probable d'un plafonnement des prix serait la décision de la Russie de riposter en réduisant ses exportations, afin de porter un coup dur à l'Occident.»

Azedine Maktour

**EN BANQUE
ET AU MARCHÉ NOIR**

**Le dinar face
à des difficultés**

La monnaie nationale unique reste en difficulté face aux principales devises étrangères ; notamment l'euro et le dollar américain. Cependant, les taux de change affichent une certaine stagnation. Et ce, sur les deux marchés, officiel et parallèle. Hier 5 juillet 2022 ; les cotations officielles de la Banque d'Algérie indiquent que l'euro unique s'échange contre 152.51 dinars algériens à l'achat et contre 152.56 dinars algériens à la vente. Tandis que la monnaie américaine, en l'occurrence le dollar, s'achète à 146.24 dinars algériens et se vend à 146.25 dinars algériens.

Toujours sur le marché officiel de la Banque d'Algérie ; la livre sterling s'est fixée ce mardi à 177.24 dinars algériens à l'achat et 177.32 dinars algériens à la vente. Alors que le dollar canadien s'échange contre 113.65 dinars algériens à l'achat et contre 113.70 dinars algériens à la vente. Enfin, le franc suisse s'achète à 152.43 dinars algériens et se vend à 152.47 dinars algériens.

**Le dinar face aux principales
devises sur le marché noir**

Sur le marché parallèle des devises du Square Port Saïd d'Alger ; les taux de change des devises affichent une certaine stagnation depuis quelques jours. En effet, les cambistes du square d'Alger échangent encore l'euro unique contre 213.00 dinars algériens à l'achat et contre 215.00 dinars algériens à la vente.

Après avoir enregistré un rebond ; le dollar américain s'est fixé au-dessus des 200 dinars sur le marché noir des devises. Ainsi, la monnaie américaine unique s'achète à 202.00 dinars algériens et se vend à 204.00 dinars algériens.

Concernant les autres devises ; la monnaie du Royaume-Uni s'échange contre 247.00 dinars algériens à l'achat et contre 250.00 dinars algériens à la vente. Le dollar canadien s'est fixé à 152.00 dinars algériens à l'achat et 155.00 dinars algériens à la vente. Tandis que le franc suisse s'achète à 205.00 dinars algériens et se vend à 208.00 dinars algériens.

R. N.

Revue de presse du Mardi 05 Juillet 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les Douanes algériennes célèbrent le 60e anniversaire de l'indépendance

Les Douanes algériennes ont organisé, lundi, dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance nationale, une conférence au siège de la Direction générale des Douanes (DGD), en présence des autorités civiles, sécuritaires et militaires, de moudjahidine du corps des douanes et des cadres supérieurs dans cette administration.



PÉTROLE : LE BRENT S'APPROCHE DES 111 DOLLARS

Les prix du pétrole étaient en petite baisse hier, dans un contexte d'inquiétude quant au ralentissement de l'économie mondiale, même si les approvisionnements en or noir restent surveillés de près dans un marché tendu. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 0,76% à 110,78 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison en août, baissait quant à lui de 0,87% à 107,49 dollars.

«Les craintes persistantes de récession pourraient plafonner le prix du pétrole», ont commenté les analystes. En parallèle, la Chine a placé 1,7 million d'habitants en confinement dans la province de l'Anhui (est), où quelque 300 nouveaux cas de Covid-19 ont été rapportés hier, dans le cadre d'un nouveau regain de l'épidémie dans certaines régions.

«Malgré l'éventuelle baisse de la demande due à l'annonce de la Chine, l'offre reste tendue, exacerbée par d'éventuelles pannes en Libye et des arrêts de production en Norvège», ont rappelé les analystes. Depuis le début de l'année, le prix du Brent a grimpé de plus de 40% et celui du WTI de plus de 41%. En Norvège, une grève des travailleurs du secteur de l'énergie devrait entraîner la fermeture de trois nouveaux champs d'hydrocarbures.

Selon l'Association norvégienne du pétrole et du gaz, en résultera une perte quotidienne de production de pétrole de 130 000 barils. En Libye, la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé jeudi soir des pertes de plus de 3,5 milliards de dollars résultant de la fermeture forcée de sites pétroliers majeurs depuis mi-avril, et décrété l'état de «force majeure» sur certaines installations.



Algérie : l'an amazigh figure pour la première fois sur une pièce de monnaie (200 dinars)

Algérie – La Banque d'Algérie a émis une pièce de monnaie commémorative d'une valeur de 200 dinars sur laquelle figure l'an amazigh. On vous en dit plus à cet égard dans la suite de cette édition.



RETOUR SUR LE CONSEIL DES MINISTRES : CÉRÉALES

Renforcer les capacités de stockage

DÉVELOPPER LA CÉRÉALICULTURE FIGURE PARMIS LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DES POUVOIRS PUBLICS. Dans son programme, le gouvernement se fixe pour ambition d'élever la production des céréales à 65 millions de quintaux en 2022 et à 71,8 millions en 2024.

L'exécutif envisage aussi, d'ici à 2024, de couvrir 25% les besoins nationaux en huile de colza, 33% en maïs et 95% en semences de pommes de terre. Il s'agit aussi de l'extension des superficies irriguées de 200.000 ha et celles de l'irrigation à goutte à goutte de 500.000 ha pour accroître la production à 32 quintaux par hectare.

Il va de soi que le développement de la filière passe par des mesures susceptibles de mettre fin aux défaillances des systèmes de collecte et de stockage, à l'indisponibilité des intrants de production et surtout apprendre à faire face aux changements climatiques qui menacent de plus en plus les récoltes.

Lors du Conseil des ministres, Tebboune a mis l'accent sur l'impératif renforcement des capacités nationales de stockage des céréales, afin d'augmenter les réserves nationales stratégiques. Les capacités de stockage ont été portées à 44,5 millions de quintaux et des mesures ont été prises pour la réalisation du plus grand nombre possible de silos. Le chef de l'Etat a donné des orientations au gouvernement, portant sur «le renforcement des capacités de stockage des céréales, notamment dans les wilayas réalisant de grands rendements, et l'interdiction du stockage dans les lieux non couverts».

Il s'agit également d'œuvrer «au renforcement de la production locale des containers, vu leur rareté actuelle sur les marchés internationaux». Le Président a enfin plaidé pour «accélérer la cadence de consolidation des flottes, aérienne et maritime, de l'Algérie et d'ouvrir davantage de lignes vers des Etats africains et européens», lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres. Le pays dispose de grandes possibilités de produire mieux et plus. D'ores et déjà, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'attend à une meilleure production des céréales cette saison.



Finance : Les marchés mondiaux en hausse

Les Bourses européennes et asiatiques progressaient, hier, en l'absence des investisseurs américains, le duo inflation et croissance restant toujours au centre de l'attention. Les places financières européennes ont ouvert hier en hausse : Paris prenait 0,64%, Londres prenait 1,02% et Francfort 0,27%. En Asie, Tokyo a pris 0,84%.

En Chine, Shanghai montait également (+0,53%), mais Hong Kong reculait de 0,19% dans les derniers échanges. Vendredi, les indices américains avaient terminé la séance en progression d'environ 1%.

Les places financières sont fermées aux États-Unis, hier, jour férié de la fête nationale, ce qui devrait aussi diminuer les volumes d'échanges en Europe. Mais les marchés «ne pourront pas échapper très longtemps aux risques de récession à court terme», estiment des analystes.

Toutefois, à court terme, les faibles perspectives économiques ne sont pas toujours défavorables aux investisseurs.

«Le pessimisme accru a stabilisé les actions» en fin de semaine dernière, les investisseurs pariant que le coup de frein sur l'activité pousse les banques centrales à lever le pied à moyen terme sur le durcissement de leur politique monétaire, poursuivent les analystes.

Les marchés pourraient être rattrapés par l'inquiétude au moment de la saison des résultats d'entreprise pour le premier semestre, qui commence prochainement. Hier, les investisseurs attendent de nouvelles données sur la hausse des prix, avec l'indice des prix à la production pour mai en zone euro.

Le consensus donné par le fournisseur de données financières Factset table sur une progression sur un an de plus de 35%, en légère baisse par rapport à avril.

في ندوة تاريخية نظمت بالمناسبة الجمارك الجزائرية تحتفي بالذكرى 60 للاستقلال

وبهذه المناسبة، حث المدير العام للجمارك، جميع إدارات ومنتسبي الجمارك، على الحفاظ على الاقتصاد الوطني والذاكرة الوطنية، قائلا: «مهما قدمنا لهذا الوطن وعملنا جاهدين لا نوفي بما ضحى به أجيال الثورة التحريرية والثورات الشعبية». وأضاف، بأن «الجزائر دفعت ثمننا غالبا بدماء الشهداء من أجل استرجاع السيادة الوطنية ومنح جيل الاستقلال الحرية الكاملة وفرصة العمل والتفكير بالمناسب والمسؤوليات»، مما يستوجب بحسبه، مواصلة العمل والجهود من أجل تطوير الاقتصاد الوطني وحمايته من كل المخاطر. وخلال هذه الندوة التاريخية، استقبلت الجمارك الجزائرية المجاهدة زهرة ظريف بيطاط، التي قدمت شهادة حية حول مساهماتها النضالية، مستشهدة ببعض الأحداث التي جرت إبان الثورة بحسب القصة بالجزائر العاصمة، وعبرت المجاهدة عن فخرها واعتزازها بالتطور والإنجازات التي شيدت في الجزائر منذ الاستقلال إلى اليوم، قائلة «إننا فخرون بأولادنا وإدارات الجمارك الجزائرية الذين يسهرون على حماية الاقتصاد الجزائري وأطلب منكم مواصلة هذا العمل».

كما سجل اللقاء حضور رئيس لجنة الدفاع الوطني بمجلس الأمة، نور الدين بن قرطبي، الذي أدلى بكلمة حول الثورة التحريرية ودور الجمارك الجزائرية في حماية الاقتصاد الوطني. وعلنى همامش أشغال الندوة، تم تكريم المجاهدة زهرة ظريف بيطاط، ومجاهدين متقاعدين ومنتسبي جيش التحرير الوطني، الذين تخرطوا في صفوف الجمارك الجزائرية غداة الاستقلال، بعدما شاركوا في الثورة التحريرية. إضافة إلى تكريم عائلات الإمارات الجمركية الذين توفوا أثناء تأدية مهامهم. كما تم أيضا تقليد الرتب الجديدة للجمركيين، نظير مجهوداتهم الاستثنائية التي قدموها خلال هذه السنة في حماية الاقتصاد الوطني وعلى أساس الأقدمية في القطاع.

احتضنت الجمارك الجزائرية، أمس، بالذكرى الستين للاستقلال الوطني بتنظيم ندوة تاريخية بمقر المديرية العامة للجمارك، بحضور ممثلي السلطات المدنية، والأمنية والعسكرية والمجاهدين من سلك الجمارك وكذا إدارات سامية في هذه الإدارة.

أكد المدير العام للجمارك، نور الدين خالدني بالمناسبة، أن جهاز الجمارك يجدد العهد، بمناسبة الاحتفال بهذه الذكرى، ببذل كل الجهود وتسخير كافة الإمكانيات المادية والبشرية واللوجستية، في سبيل حماية الاقتصاد الوطني والمساهمة في الدفاع عن مقومات الوطن، بالتنسيق التام مع كافة الشركاء.

وفي هذا الإطار، ذكر خالدني بأن مصالح الجمارك تحرص على حماية حقوق الخزينة العمومية ومكافحة التهريب بشتى أشكاله، ومحاربة كل ما من شأنه المساس بصحة وسلامة المواطنين أو زعزعة أمن واستقرار البلاد.

كما تسهر مصالح الجمارك، يقول السيد خالدني، على «المساهمة الفعالة في ترقية الاقتصاد الوطني، من خلال تقديم كافة التسهيلات الجمركية لمرافقة المتعاملين الاقتصاديين الناشطين في مجال الإنتاج والاستثمار المنتج الخالق للثروة».

وذكر مدير الجمارك في مداخلة، بالنتائج المحققة ميدانيا، خصوصا من جانب التحصيل الجبائي أو حصيلة الحجر المعتبرة في إطار مكافحة التهريب بشتى أشكاله وذلك بفضل الجهود الجبارة والتجند التام لكافة الأعوان والوحدات عبر مختلف المنافذ الحدودية البحرية والجوية والمعابر الحدودية البرية.

وتسهر الجمارك، يضيف نفس المسؤول، على «التغطية الشاملة للإقليم الجمركي، من خلال تكثيف النشاط الميداني للمصالح العملياتية للفرق الجمركية بالتنسيق مع المصالح الأمنية وعلى رأسها مؤسسة الجيش الوطني الشعبي».

مجلس لضبط الواردات

خطوة هامة لمعالجة ملف التجارة الخارجية

تعمل السلطات العليا في البلاد على معالجة ملف التجارة الخارجية وتحقيق توازن في أهم مؤشرات اقتصاد البلاد، من خلال ضبط الواردات وإعادة توجيهها حسب حاجة السوق، وتشجيع الاستثمار وتجسيد صناعة محلية ترفع صادرات الجزائر خارج المحروقات.



رضا ملاح

الالتزامات الاقتصادية لرئيس الجمهورية ومخطم عمل الحكومة.

ترشيد أكثر لنفقات

يمثل مجلس أعلى لضبط الاستيراد، وفق نبيل جمعة، إحدى آليات ترشيد نفقات البلاد والحفاظ على احتياطي الصرف من العملة الصعبة، سجلنا سابقا أرقاما خيالية في الاستيراد بلغت 60 مليار دولار سنة 2010. التدابير المتخذة من السلطات العمومية بالبلاد في السنتين الماضيتين، سمحت بتقليص فاتورة الاستيراد إلى 32 مليار دولار (سنة 2021)، غير أن هذا الرقم، يواصل جمعة، لا يزال بحاجة إلى تخفيض بالعمل على ترشيد أكثر لنفقات البلاد. بالمقابل، الموازنة في سياسة الاستثمارات وتشجيع الصناعة المحلية في مجالات كثيرة، وترتبط مساعي السلطات العمومية المتعلقة بملف التجارة الخارجية أساسا - وفق المصدر - بالسيادة الاقتصادية والارتقاء بالاقتصاد الوطني إلى تافهة أكبر: «نذكر جيدا ما حدث سنة 2014 فور حدوث أزمة البترول، سجلنا توكلا مريعا لاحتياط صرف العملة الصعبة».

حاجة أولوية السوق

ويُفصل المصدر في الحديث عن المجلس الأعلى لضبط الواردات، بشو له إنه هيئة تراقب وتضبط أحد أطراف العملية التجارية، إذ أن قيمة الاستيراد المسجل

من بين المحاور الهامة في اجتماع مجلس الوزراء الأخير، ما تعلق بضبط واردات البلاد من خلال تجديد السلع والمنتجات الموجهة إلى السوق الوطنية، قصد التحكم أكثر في أحد طرفي معادلة التجارة الخارجية. وهذا بإنشاء مجلس أعلى لضبط الاستيراد.

في هذا الخصوص، أمر رئيس الجمهورية للوزير الأول: «بالتحضير لمشروع قانون يؤسس لإنشاء مجلس أعلى لضبط الاستيراد، تحت وصاية الوزير الأول، تُسند له مهام تحديد المواد والسلع والمنتجات الموجهة للسوق الوطنية، تكون آلية عمله بطريقة تفاعلية تراعي زيادة أو نقصان المنتج الوطني».

في ملف التجارة الخارجية، إجراءات وتسهيلات كثيرة جُسدت وأخرى قيد التنفيذ لفائدة المتعاملين المحليين، منها قانون الاستثمار الجديد، الذي حمل إصلاحات هيكلية وتدابير عملية هامة لتحسين مناخ الأعمال بالجزائر، وتشجيع الاستثمارات المحلية والأجنبية.

في هذا الموضوع، قال عضو لجنة التحكم السابق في الفرقة الدولية للتجارة الخارجية والاستثمار، الخبير الاقتصادي نبيل جمعة، في تصريح لـ «الشعب أونلاين»، إن ملف إعادة توجيه التجارة الخارجية وسد الاختلالات الموجودة يندرج ضمن

سنويا يفرض - بحسبه - خطوات مماثلة من أجل تطهير واردات البلاد وإعادة توجيهها وفق أولويات وحاجة السوق المحلية. ويقول نبيل جمعة: «إننا بحاجة إلى قاعدة بيانات وأرقام دقيقة نخلص كل ما تحتاجه السوق المحلية من مواد وسلع... تسمح بالتخاذ القرارات المناسبة، فضلا عن تركيبة المجلس التي يجب أن تكون مشكلة من كفاءات في مجال التجارة الخارجية».

وتوقع الخبير نبيل جمعة، أن تراجع قيمة واردات الجزائر تدريجيا في السنوات المقبلة بفضل الاستثمارات الجاري، يتعين تراجع تكلفة الاستيراد تدريجيا إلى غاية 20 مليار دولار، أي بتخفيض 11 مليار دولار مقارنة بالرقم المسجل سنة 2021.

وعن تعليمات رئيس الجمهورية للوزير الأول بالتحضير لمشروع قانون إنشاء هذا المجلس، يوضح المصدر أن الرئيس تحدث في تصريحات سابقة عن ضرورة تجسيد استثمارات دون التبعية إلى الأسواق الخارجية، وهو ما يدخل ضمن مساعي تحقيق توازن في مؤشرات الاقتصاد.

وسجلت فاتورة الاستيراد انخفاضا ملحوظا في السنتين الماضيتين، حيث تراجعت بـ 18٪ سنة 2020، لتستقر عند 34.4 مليار دولار، فيما سجل الميزان التجاري فائضا بـ 5.1 مليار دولار سنة 2021، مع تقليص فاتورة الاستيراد من 60 مليار دولار (في السنوات الماضية) إلى 32 مليار دولار سنة 2021.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger